

Des voix: Bravo!

M. Clark: Comme il ne s'agit pas là d'une déclaration qui touche l'économie, mais plutôt l'énergie, je voudrais parler brièvement des questions d'énergie. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, qui vient maintenant de quitter la Chambre, a parlé de l'objectif de son programme énergétique. Il a dit que le but de son programme énergétique était l'équité. Or, l'équité est un principe inattaquable dans lequel nous croyons tous. C'est certainement un but valable de la politique économique. Comme mon collègue, le député de Saint-Jean-Ouest l'a signalé hier, comme le journal «Canadian Taxation» le mentionnait, les budgets libéraux des années 70 ont servi les intérêts de ceux qui étaient à l'aise, mais le budget de M. Crosbie respectait effectivement le principe de l'équité en favorisant les Canadiens qui se trouvent tout en bas de l'échelle des revenus. L'équité est également l'un des objectifs du programme de péréquation que le gouvernement libéral laisse apparemment se dérouler sans faire le moindre effort pour le modifier ou le moderniser en se mettant d'accord avec ses autres partenaires au sein de la Confédération.

L'équité, c'est un bien beau principe, un principe inviolable, mais il va sans dire que l'objectif premier d'un programme d'énergie devrait être l'énergie. Avant de s'occuper de distribuer de l'énergie, ou d'en répartir les revenus, il faut s'assurer qu'il y aura de l'énergie à distribuer et des revenus à répartir. Cette politique, au lieu de nous assurer de l'énergie, fait fuir ceux qui produisent et trouvent de l'énergie au Canada.

Je ne parle pas des multinationales qui profitent depuis si longtemps des politiques fiscales des libéraux. Ironie du sort, ce ne sont pas elles qui quitteront le Canada, car leur société mère est déjà installée aux États-Unis et partout où l'on produit de l'énergie. Les sociétés, les investisseurs, les entrepreneurs que ce budget incitera à quitter le pays sont des Canadiens qui envisagent déjà les revenus plus élevés et le climat plus stable qu'offre notre voisin du Sud, et qui pensent à exporter leurs dollars et leur savoir pour créer des emplois et s'étendre dans un autre pays.

L'une des absurdités de ce budget, c'est qu'il va aider incontestablement une région. Le budget contribuera beaucoup à la prospérité de l'économie du Texas, du Colorado, de l'Oklahoma et d'autres États américains qui profiteront des investissements qui vont quitter le Canada, et qui accueilleront à bras ouverts les techniciens, les experts et les investisseurs qui ne demanderaient pas mieux que de rester ici, de travailler au Canada, s'ils pouvaient compter sur une politique énergétique qui vise avant tout à trouver de l'énergie.

Ce document représente le triomphe de l'idéologie sur le bon sens. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et ses conseillers vivent dans l'utopie—they croient qu'il suffit de quelques tours de passe-passe pour voir jaillir le pétrole miraculeusement. En fait la réalité est bien différente. Elle n'est pas toujours conforme aux prévisions des économistes ni aux théories intellectuelles. C'est en adoptant une attitude semblable que nous avons presque paralysé l'industrie énergétique canadienne en 1974, quand les puits de forage et les experts ont quitté en masse le Canada, et que, comme par hasard, notre pays a commencé à tomber sous la coupe de l'OPEP. Nous allons voir ce qui va se passer maintenant dans ce secteur industriel extrêmement mobile. Nous allons voir si les installations de forage et les experts restent au Canada ou s'ils s'en

Le budget—M. Clark

vont un par un renforcer la situation énergétique d'un autre pays pendant que le Canada devient de plus en plus tributaire de pays étrangers incontrôlables pour ses approvisionnements en énergie.

● (1550)

Cette nouvelle politique du gouvernement a au moins déjà eu un résultat évident. Elle a accru la colère et l'aliénation de l'Ouest. Elle a porté un autre rude coup à l'unité canadienne. Deux des provinces productrices d'énergie ont déjà réagi. La Colombie-Britannique a décidé de poursuivre Ottawa devant les tribunaux, et la Saskatchewan envisage de faire de même. L'Alberta, qui est particulièrement visée par le budget, n'a pas encore réagi. Mais on peut penser que sa réaction ne se fera pas attendre. Nous admettons tous, je pense, qu'il serait ridicule de supposer que la province de l'Alberta peut accepter une provocation aussi délibérée de la part du gouvernement fédéral sans dire mot.

Il y a dix mois, le Canada avait une politique énergétique sur laquelle le gouvernement fédéral et les provinces s'étaient mis d'accord. Elle avait été acceptée par les milieux industriels et elle visait à assurer l'auto-suffisance du Canada sur le plan énergétique à partir de 1990. Elle permettait aux Canadiens de savoir exactement à quoi s'en tenir et d'investir avec confiance. Elle aurait permis d'accroître la production d'énergie, la richesse du Canada, le nombre d'emplois et la sécurité des Canadiens. Aujourd'hui, il n'y a pas d'accord sur l'énergie. Nous avons au contraire une politique fédérale qui provoque la colère de toutes les provinces productrices et de toutes les compagnies. La confiance a fait place à la confrontation et à la perspective d'un chaos. Au lieu d'assurer notre avenir, nous risquons de détruire ce que nous avons et de gaspiller le potentiel énergétique exceptionnel de notre pays.

Le gouvernement a deux possibilités. Il peut imposer par la force les mesures prévues dans le budget. La clôture de la semaine dernière nous a appris que les libéraux de la majorité silencieuse sont prêts à faire tout ce que leurs ministres leur demandent. Le gouvernement peut donc imposer ces mesures, mais il doit savoir que les Canadiens de l'Ouest les considèrent comme une attaque directe contre leurs ressources et qu'ils réagiront en conséquence. En toute connaissance de cause, le gouvernement peut persister dans cette voie, sachant très bien que la confrontation est inévitable et que son attitude aura de graves conséquences sur les approvisionnements énergétiques et sur l'unité nationale. Il est très possible qu'il s'ensuive de grands bouleversements. Mais le gouvernement peut choisir cette solution.

L'autre solution se trouve sur le bureau du premier ministre depuis dix jours. C'est une proposition du premier ministre de l'Alberta qui lui demande de négocier une dernière fois pour tenter de parvenir à un accord. Le premier ministre ne s'est pas entretenu avec le premier ministre de l'Alberta à ce sujet depuis le 25 juillet dernier. Beaucoup de choses sont intervenues depuis et l'une d'elles est le budget. Ce n'est pas trop demander au premier ministre du Canada qu'il se dérange, pour employer ses propres termes, et de rencontrer le premier ministre de l'Alberta maintenant. J'ignore s'il leur serait possible de s'entendre. Il y a des attitudes qui se durcissent d'heure en heure et l'atmosphère a pourri depuis juillet. Par contre, ne pas même se parler, ne pas même essayer de s'entendre peut avoir des conséquences qui sont dangereusement évidentes: la